



RICHEL SERRES DE France

**Comptes Consolidés
au 31 mars 2012**

Sommaire

	<i>Page</i>
Bilan Actif	1
Bilan Passif	2
Compte de Résultat	3
Tableau des Flux de Trésorerie	4
Annexe	
1. Le Groupe	5
2. Principes, règles et méthodes comptables retenus	5
2.1. Périmètre de Consolidation et Identification des Sociétés Consolidées	5
Périmètre de Consolidation	5
Organigramme	6
Identification des Sociétés Consolidées	6
2.2. Principes de Consolidation	7
Méthodes de Consolidation	7
Traitement de l'Écart d'Acquisition	7
Conception du Résultat d'Exploitation	7
2.3. Méthodes d'évaluation	8
Conversion des états financiers des sociétés étrangères	8
Imposition différée	8
Immobilisations incorporelles	8
Écarts d'acquisition	8
Immobilisations corporelles	9
Immobilisations financières	9
Stocks et travaux en cours	9
Contrats à long terme	9
Clients	9
Valeurs mobilières de placement	10
Trésorerie	10
Provisions pour risques et charges	10
Avantages accordés au personnel	10
Résultat par action	11
3. Autres Informations	11
3.1. Informations concernant les Dirigeants	11
3.2. Informations concernant les transactions avec les entreprises liées	11
3.3. Évènements postérieurs à la clôture	11
4. Notes sur l'Actif du Bilan	12
5. Notes sur le Passif du Bilan	13
6. Notes sur le Compte de Résultat	15
7. Engagements hors bilan	16
8. Notes sur le personnel	16

Bilan consolidé Actif (en K€)

	31 Mars 12			31 Mars 11
	Brut	Amort. et Prov.	Net	Net
Frais d'établissement et frais de R&D	0	0	0	16
Concessions, brevets, logiciels	1 194	1 125	69	118
Fonds commercial	30		30	30
Autres immobilisations incorporelles				
Ecart d'acquisition actif				
Terrains	2 347	773	1 574	1 594
Constructions	9 992	4 441	5 551	7 948
Installations techniques, matériel et outillage industriel	13 138	7 357	5 781	7 160
Autres immobilisations corporelles	2 160	1 342	818	860
Immobilisations en cours	1 010		1 010	8
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	67		67	365
Participations	500		500	500
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	2 000		2 000	
Prêts				
Autres immobilisations financières	134		134	50
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	32 573	15 038	17 535	18 649
Matières premières et autres approvisionnements	673	0	673	3 242
En-cours de production de biens et services	1 217		1 217	1 190
Produits intermédiaires et finis	2 120	741	1 379	2 007
Marchandises	4 861	475	4 386	3 786
Avances et acomptes versés sur commandes	104		104	81
Clients et comptes rattachés	11 830	317	11 513	22 867
Autres créances	1 739		1 739	1 473
Imposition différée active	47		47	54
Valeurs mobilières	835	0	835	4 263
Disponibilités	27 862		27 862	15 652
Charges constatées d'avance	692		692	1 533
TOTAL ACTIF CIRCULANT	51 979	1 532	50 447	56 148
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Ecart de conversion actif				
TOTAL ACTIF	84 553	16 571	67 982	74 798

Bilan consolidé Passif (en K€)

	31 Mars 12	31 Mars 11
Capital social ou individuel	1 733	2 014
Primes d'Emission	131	131
Réserves consolidées	16 078	16 910
Résultat de l'exercice	17 528	6 442
Capitaux Propres Part du Groupe	35 471	25 497
Intérêts minoritaires	368	339
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
FONDS PROPRES ET INTERETS MINORITAIRES	35 840	25 836
Provisions pour risques et charges	1 265	2 316
Impôts différés Passif	39	57
Ecarts d'Acquisition Négatifs	0	32
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 304	2 406
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 600	8 280
Emprunts, dettes financières et retraitement de CB	22	13
Avances et acomptes reçus sur commandes	5 107	4 778
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 531	22 566
Dettes fiscales et sociales	4 567	8 341
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	105	
Autres dettes	161	2 061
Produits constatés d'avance	746	524
TOTAL ACTIF CIRCULANT	30 839	46 564
Ecarts de conversion passif	-1	-7
TOTAL PASSIF	67 982	74 798

Compte de Résultat Consolidé (K€)

	31 Mars 12	31 Mars 11
Chiffre d'Affaires Net	101 861	129 866
Production stockée	-178	492
Production immobilisée	0	0
Production de l'exercice	101 683	130 358
Subventions d'exploitation	3	12
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	2 475	2 697
Autres produits	4	2
Total des produits d'exploitation	104 164	133 069
Matières premières et marchandises consommées	50 218	64 465
Autres achats et charges externes	28 810	36 369
Impôts, taxes et versements assimilés	1 350	1 497
Salaires et charges sociales	14 631	17 206
Dotations aux amortissements et aux provisions	3 897	3 816
Autres charges	76	159
Total des charges d'exploitation	98 981	123 513
RESULTAT D'EXPLOITATION	5 183	9 556
Produits Financiers	1 100	265
Charges Financières	859	430
Résultat Financier	241	-165
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	5 424	9 391
Produits Exceptionnels	19 513	118
Charges Exceptionnelles	4 794	73
Résultat Exceptionnel	14 719	45
Participation des salariés	434	705
IS	1 947	2 220
Impôts Différés	139	-61
RESULTAT NET DES SOCIETES CONSOLIDEES	17 623	6 572
Amortissement des écarts d'acquisition		
Résultat- Part des minoritaires	95	130
RESULTAT NET PART DU GROUPE	17 528	6 442

Tableau des Flux de Trésorerie Consolidé (K€)

	31 Mars 12	31 Mars 11
Résultat Net Part du Groupe	17 528	6 442
Résultat - Part des Minoritaires	95	130
Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises	-11 949	1 850
Variation des impôts différés	139	-61
Charges et produits sans incidence sur la Trésorerie	-11 715	1 918
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	5 814	8 360
Variation des stocks et en-cours	434	-372
Variation des créances d'exploitation	-4 422	-860
Variation des dettes d'exploitation	-1 529	5 719
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	-5 517	4 488
FLUX GENERES PAR L'ACTIVITE	297	12 848
Décaissements liés à des acquisitions d'immobilisations	-3 041	-3 149
Encaissements liés à des cessions d'immobilisations	19 062	78
Incidence des variations de périmètre		
FLUX LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	16 021	-3 071
Rachat d'actions propres	-5 963	-
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-1 591	-1 597
Remboursements d'emprunts	-1 119	-1 182
Variation des dettes financières diverses	-65	-50
Décaissements	-8 738	-2 829
Augmentation de capital en numéraire		-
Souscription d'emprunts	1 200	638
Encaissements	1 200	638
FLUX LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	-7 537	-2 191
Trésorerie à l'ouverture	19 914	12 328
Trésorerie à la clôture	28 696	19 914
VARIATION DE LA TRESORERIE	8 782	7 586

Annexe aux Comptes Consolidés

31 Mars 2012

Préambule

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés au 31 mars 2012 qui ont été arrêtés par le conseil d'administration du 19 avril 2012.

RICHEL SERRES DE FRANCE est une société de droit français constituée en 1979. Son siège social est situé à EYGALIERES (13810), ZA des Grandes Terres.

1. Le Groupe

RICHEL SERRES DE FRANCE SA exerce son activité en France et à l'étranger. Cette activité consiste en la conception, la fabrication, le négoce, l'entretien et la maintenance de serres agricoles.

MARCHEGAY SA exerce une activité de conception, fabrication, vente et montage de jardineries et d'édifices en verre (serres botaniques, bâtiments à couverture verre, panneaux photovoltaïques, etc.). Cette filiale a été cédée 20 octobre 2011 et ne fait plus partie du périmètre de consolidation depuis cette date.

RICHEL USA, société de droit américain, a pour objet de faciliter le développement de l'activité commerciale de la société Richel Serres de France sur le continent américain (prospection et assistance pour la conclusion de marchés).

INVERNADEROS DE FRANCIA, société de droit mexicain, a été constituée pour optimiser le traitement des opérations commerciales de la société Richel Serres de France au Mexique,

DIMAC SAS est un acteur reconnu dans la conception et la commercialisation d'équipements destinés à la production végétale. La gamme des produits DIMAC couvre différents domaines de l'équipement pour serres de production et jardineries : chauffage, irrigation, régulation climatique, systèmes de manutention, etc.

DIVATEC SAS commercialise en pays nantais de petits équipements de serres agricoles fournis par DIMAC.

2. Principes, règles et méthodes comptables retenus

Les comptes consolidés du Groupe RICHEL SERRES DE France ont été établis en conformité avec les dispositions de la loi du 3 janvier 1985 et de son décret d'application du 17 février 1986 ainsi que des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) 99-02 du 29 avril 1999, relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques, 2002-10 et 2004-06 relatifs à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

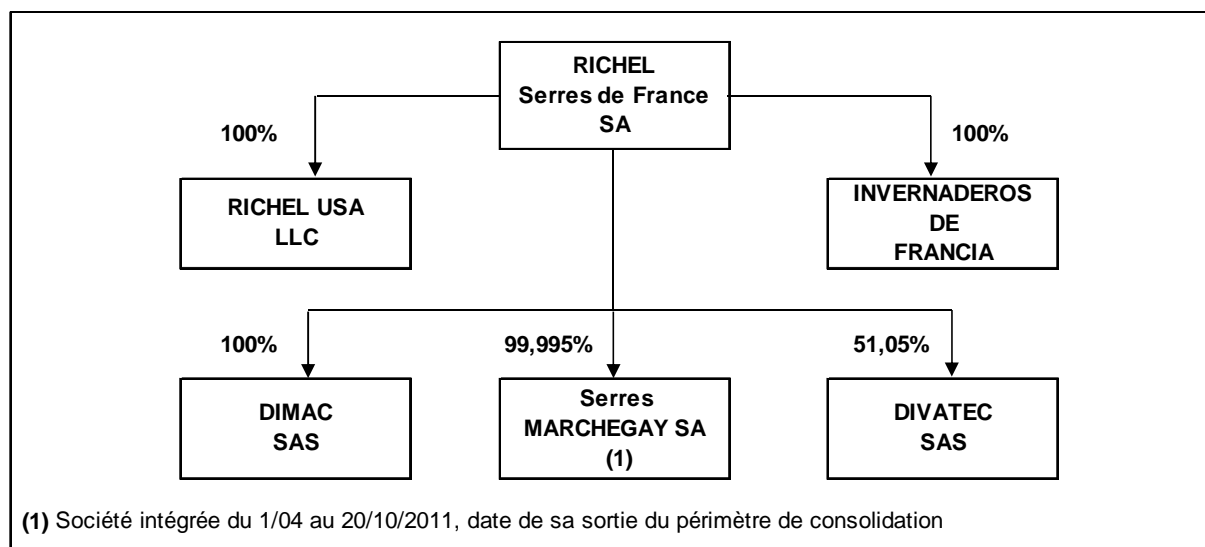
2.1. Périmètre de consolidation et identification des sociétés consolidées

Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe RICHEL regroupent les comptes de RICHEL SERRES DE France SA et de toutes les sociétés sur lesquelles la société mère exerce un contrôle exclusif ou conjoint, ou une influence notable.

Une entreprise est comprise dans le périmètre de consolidation dès lors qu'elle présente, seule ou avec d'autres entreprises en situation d'être consolidées, un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation.

Organigramme



Identification des sociétés consolidées

Sociétés	Activité	% d'intérêt	Méthode de consolidation
RICHEL Serres De France	Serres à couverture plastique, France et export		Société mère
RICHEL USA	Représentation commerciale	100 %	Intégration globale
INVERNADEROS DE FRANCIA	Représentation commerciale	100 %	Intégration globale
MARCHEGAY SA	Jardineries et édifices en verre	99,995 %	Intégration globale du 1/04/2011 au 20/10/2011 Sortie du périmètre de consolidation à compter du 20/10/2011
DIMAC	Conception et commercialisation d'équipements de serres et de jardineries	100 %	Intégration globale
DIVATEC	Commercialisation de petits équipements de serres	51,05 %	Intégration globale

2.2. Principes de consolidation

Méthodes de consolidation

Le contrôle exclusif existe dès lors que le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de la filiale, et il est présumé lorsque le Groupe détient plus de 50% des droits de vote. Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif, sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle conjoint existe dès lors que le Groupe partage avec une autre société le contrôle d'une activité économique en vertu d'un accord contractuel sans qu'aucune des sociétés ne détienne de contrôle exclusif ou d'influence notable. Les participations dans les entreprises contrôlées conjointement (joint-venture,...) sont consolidées par intégration proportionnelle. Au 31 mars 2012, cette méthode ne trouve pas à s'appliquer.

L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient entre 20% et 50% des droits de vote. Les entreprises dans lesquelles le Groupe détient une influence notable, sans exercer de contrôle, sont consolidées par mise en équivalence. Au 31 mars 2012, cette méthode ne s'applique pas.

Les entreprises dans lesquelles le Groupe ne détient pas d'influence notable et n'exerce pas de contrôle ne sont pas consolidées.

La date de clôture de l'ensemble des sociétés consolidées est le 31 mars. Les états financiers des différentes sociétés du Groupe sont retraités préalablement à leur consolidation lorsque l'incidence du retraitement est significative, afin d'être en conformité avec les principes du Groupe détaillés ci-après.

Pour l'ensemble des sociétés, les comptes consolidés ont fait l'objet de l'élimination des transactions réciproques significatives.

Les provisions de nature fiscale ayant un caractère de réserves sont éliminées.

La quote-part de la situation nette revenant aux actionnaires ne faisant pas partie du Groupe est comptabilisée en intérêts minoritaires.

Traitement de l'écart d'acquisition

Lors de la première consolidation d'une société, ses actifs et passifs sont évalués à la juste valeur.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation globale à la juste valeur des actifs et des passifs identifiés à la date d'acquisition est comptabilisée en écart d'acquisition.

Cet écart peut être positif ou négatif.

Les écarts d'acquisition positifs ne font pas l'objet d'un amortissement. S'agissant d'actifs incorporels à durée de vie indéfinie, ils font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Les écarts d'acquisition négatifs sont rapportés au résultat sur une durée reflétant les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition.

L'analyse des écarts d'acquisition est finalisée dans un délai d'un an à compter de la date d'acquisition.

Conception du résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités ordinaires de la société, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles. Les éléments inhabituels, définis comme des produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant, font partie du résultat des activités exceptionnelles.

2.3. Méthodes d'évaluation

Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les comptes de toutes les entités du Groupe dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe, l'euro, comme suit :

- Les comptes de bilan sont convertis au taux de clôture, à l'exception du capital et des réserves qui sont maintenus au cours historique ;
- Le compte de résultat est converti au taux de change moyen annuel (sauf si cette moyenne n'est pas représentative de l'effet cumulé des taux en vigueur aux dates de transactions, auquel cas les produits et les charges sont convertis au taux en vigueur aux dates des transactions) ;
- Les différences résultant de ces conversions sont comptabilisées dans une rubrique spécifique des capitaux propres (écarts de conversion). Les écarts de conversion sont constatés en compte de résultat lors de la cession de la filiale.

Imposition différée

Les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs consolidés (à l'exception des écarts d'acquisition) et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé selon la méthode du report variable en utilisant les derniers taux d'imposition adoptés ou quasi-adoptés. Les effets dus aux changements des taux d'impôts sont pris en compte lors de l'exercice au cours duquel le changement de taux est annoncé. Le taux appliqué au 31 mars 2012 est de 33,33%

Les actifs d'impôts différés relatifs aux déficits fiscaux reportables ne sont comptabilisés que dans la mesure où il existe une probabilité raisonnable de réalisation ou de recouvrement évaluée à partir d'éléments prévisionnels.

Au sein d'une même entité fiscale, les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés, quelle que soit leur échéance, dès lors que l'entité fiscale a le droit de procéder à la compensation de ses actifs et passifs d'impôts exigibles, et que les actifs et passifs d'impôts différés concernés sont prélevés par la même administration fiscale.

Les impôts différés calculés sur des éléments directement enregistrés en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.

A compter de l'exercice 2006/2007, les impôts différés nés de l'application des règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06 relatifs à l'amortissement et à la dépréciation des actifs ont été pris en compte dans les états financiers consolidés

Immobilisations incorporelles

Le fonds de commerce de Dimac de 1.524 € a été comptabilisé en diminution des réserves consolidées.

Un fonds de commerce acquis de 30.000 € inscrit dans les comptes individuels de DIMAC, et répondant au critère d'identification défini par le règlement 99-02 a été maintenu à l'actif du bilan consolidé.

Les montants immobilisés sous la rubrique « brevets » correspondent à leur prix d'acquisition. Ces montants sont amortis sur une durée de quatre ans.

Les logiciels sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition. Leur amortissement est calculé selon le mode linéaire et sur une durée d'un an, comme le permet l'administration fiscale.

Écart d'acquisition

Afin de simplifier l'organigramme du Groupe, la société SOLEVHA a été dissoute le 14 mars 2008 (dissolution sans liquidation par confusion de patrimoine, avec effet fiscal rétroactif au 1^{er} avril 2007).

Cette opération a généré un mali technique de 970 K€ inscrit à l'actif du bilan de RICHEL Serres de France SA. Ce mali technique n'a pas d'incidence au niveau des comptes consolidés.

Par ailleurs, RICHEL Serres de France a versé respectivement en juin 2009 et juillet 2009 un complément de prix de 22 K€ et 13 K€ relatif à l'acquisition des 5% de titres Marchegay réalisée en 2006.

Au 31 mars 2012 les écarts d'acquisition s'analysent comme suit :

<i>En Milliers d'Euros</i>	Écart négatif	Reprise antérieur en résultat	Reprise en résultat au 31/03/12	Solde
Marchegay Acquisition de 5% en 2006	139	126	13	0
Acquisition du groupe Dimac en janvier 2007	114	95	19	0
Marchegay Complément de Prix payé en 2008	-21	-21	0	0
payé en 2009	-38	-38	0	0
payé en 2010	-35	-35	0	0

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Aucune immobilisation n'a fait l'objet de réévaluation.

Le groupe applique les règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06 relatifs à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, ainsi qu'à la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Immobilisations financières

Les titres de participations, prêts et autres immobilisations financières sont enregistrés à leur valeur d'origine. Une provision pour dépréciation est constituée, notamment lorsque la valeur d'une participation s'avère supérieure à la quote-part de la société dans ses capitaux propres sauf si les résultats ou perspectives laissent prévoir un rétablissement à court terme.

Stocks et travaux en cours

Les stocks de matières premières et marchandises sont évalués selon la méthode dite du prix moyen pondéré. Le prix de revient comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, ainsi que les amortissements des biens concourant à la production.

Par ailleurs les valeurs retenues sont ajustées pour tenir compte des risques d'obsolescence afférents à ces stocks.

Contrats à long terme

Les contrats à long terme ont été évalués selon la méthode dite de l'avancement.

Les travaux en cours sur contrats à long terme sont évalués au coût de production direct, majoré des frais indirects de production s'y rattachant. Si cela s'avère nécessaire, des provisions sont constituées pour couvrir l'ensemble des pertes à terminaison prévisibles.

Le chiffre d'affaires et la marge sont constatés à l'avancement dès que l'on est en mesure d'apprécier le résultat avec suffisamment de précision. Le degré d'avancement s'apprécie alors au travers du ratio « coût des travaux réalisés à la clôture de l'exercice sur coût total prévisionnel ».

Clients

Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des risques de non recouvrement.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières sont inscrites pour leur coût d'acquisition. Elles comprennent essentiellement des comptes à terme et des SICAV obligataires ou monétaires.

Une provision est constituée lorsque la valeur liquidative est inférieure au coût d'acquisition.

Trésorerie

Le poste « trésorerie » comprend les instruments et placements financiers ayant une échéance inférieure à trois mois.

Dans le cadre de l'autorisation donnée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale du 25 septembre 2009, la Société Richel Serres de France S.A a mis en œuvre un programme de rachats d'actions. Un contrat de Liquidité a ainsi été mis en place avec un prestataire de services d'investissements indépendant afin de favoriser la liquidité du titre et d'animer le cours de bourse.

Au 31 mars 2012, figuraient au compte de liquidité 7.201 titres Richel Serres de France et un solde en espèces de 60.148.77€.

Par ailleurs, en vue de l'attribution d'actions gratuites aux salariés ou mandataires sociaux du groupe prévue par l'Assemblée Générale du 13 janvier 2010, Richel Serres de France S.A. a procédé à l'acquisition au titre de l'exercice écoulé de 30.000 actions pour une valeur de 207.567.68 €. Au 31 mars 2012, le nombre total d'actions est de 54.061 pour un montant de 338.981.20 €.

Provisions pour risques et charges (hors avantages accordés au personnel) – Actifs et passifs éventuels

Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est comptabilisée si :

- Le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, existant indépendamment d'actions futures du Groupe,
- Il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation,
- Le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Dans ce cadre, une provision pour garantie accordée aux clients est calculée en fonction des risques découverts et de leur probabilité d'extension aux autres installations existantes.

Actifs et passifs éventuels

Les actifs éventuels sont mentionnés en annexe lorsque leur réalisation est probable.

Les passifs éventuels sont mentionnés en annexe lorsque l'impact est jugé significatif.

Avantages accordés au personnel

Avantages à court terme

Les avantages à court terme (salaires, charges sociales,...) sont constatés en charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus par le personnel.

Avantages postérieurs à l'emploi

- Régimes à cotisations définies (l'obligation du Groupe est limitée au versement de cotisations) : les cotisations sont constatées en charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus par le personnel.

- Régimes à prestations définies (le Groupe a l'obligation de payer des niveaux de prestations convenus aux membres de son personnel en activité ainsi qu'éventuellement aux anciens salariés, les risques actuariels incombent alors au Groupe) : le personnel du Groupe ne bénéficie pas de couverture ou d'avantage à prestations définies autres que les indemnités de départ à la retraite. Les engagements du Groupe étant couverts par des fonds versés sur des contrats d'assurance, ces dernières ne font pas l'objet de provisions.

Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail (exemple : indemnité de licenciement) sont comptabilisées dès que le Groupe a engagé une procédure à l'encontre d'un membre du personnel.

Résultat par action

Le résultat net par action dilué est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe (retraité le cas échéant des intérêts liés aux actions potentielles) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice et avec prise en compte le cas échéant du nombre moyen pondéré d'actions potentielles dilutives. Un plan d'actions potentielles est considéré comme dilutif lorsqu'il a pour conséquence l'émission d'actions ordinaires à un cours inférieur au cours moyen de bourse constaté pendant la période.

Il n'y a aucun instrument dilutif au 31 mars 2012.

3. Autres Informations

3.1. Informations concernant les Dirigeants

Les mandataires sociaux sont rémunérés par la SAS Financière Richel. Celle-ci, qui rémunère également certains membres du Comité de Direction, facture aux sociétés du Groupe des prestations de Direction, de gestion, de contrôle, de coordination dans les domaines commerciaux, administratifs et financiers. Les montants facturés sur l'exercice figurent dans le tableau « Transactions avec les entreprises liées ».

Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2012, les Administrateurs de RICHEL Serres de France SA ont perçu des jetons de présence pour un montant total de 15.000 €.

3.2. Informations concernant les transactions avec les entreprises liées

Le tableau ci-dessous présente les transactions intervenues au cours de l'exercice entre le groupe RICHEL SERRES DE France et la SAS Financière RICHEL :

<i>en milliers d'euros</i>	Transactions avec les entreprises liées
Honoraires	736
Remboursements de frais	81
Total des Charges	817

Par ailleurs, le Groupe a versé 173 K€ de loyers à la SARL Provence 99 au titre de l'occupation des terrains de son site d'Eygalières.

3.3. Événements postérieurs à la clôture

- Le Conseil d'Administration du 19 avril 2012 a proposé le versement d'un dividende de 24 267 107€.

4. Notes sur l'actif du bilan

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les éléments suivants :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2012	31/03/2011
Frais de recherche et développement	0	16
Concessions, brevets et droits similaires	69	118
Fonds Commercial	30	30
Total valeurs nettes	99	164

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent les éléments suivants :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2012	31/03/2011
Terrains et aménagements des terrains	1 574	1 594
Constructions	5 551	7 948
Installations techniques, matériel et outillage	5 781	7 160
Autres immobilisations corporelles	818	860
Immobilisations en cours	1 010	8
Avances et acomptes sur Immos Corporelles	67	365
Total valeurs nettes	14 801	17 935

Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent les éléments suivants :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2012	31/03/2011
Participations	500	500
Autres titres immobilisés	2 000	
Prêts	0	0
Autres immobilisations financières	134	50
Total valeurs nettes	2 634	550

En décembre 2009, RICHEL Serres de France a pris pour 500 K€ une participation de 15% dans le capital de la société ASRI, qui intervient notamment dans la construction, l'équipement et l'entretien d'abris de stockage agricole et d'élevage. Cette participation, dans laquelle le Groupe n'exerce pas d'influence notable, n'est pas consolidée.

Stocks

Les stocks s'analysent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2012	31/03/2011
Matières premières et autres approvisionnements	673	3 242
En-cours de production	1 217	1 190
Produits intermédiaires et finis	1 379	2 008
Marchandises	4 386	3 786
Total valeurs nettes	7 655	10 226

Créances clients

Les créances clients s'analysent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2012	31/03/2011
Créances clients	11 830	23 843
Provisions pour dépréciation	-317	-976
Total valeurs nettes	11 513	22 867

Autres actifs circulants

Les autres actifs à court terme se décomposent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2012	31/03/2011
Avances et acomptes versés sur commandes	104	81
Créances diverses	1 739	1 473
Charges constatées d'avance	692	1 533
Charges à répartir	-	-
Impôt différé actif	47	54
Total	2 582	3 141

Impôts différés

Les crédits d'impôts, les actifs et les passifs d'impôts différés s'analysent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2012	31/03/2011
Décalages temporaires actif	47	54
Décalages temporaires passif	39	57
Total	8	-3

Valeurs mobilières de placement

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2012	31/03/2011
SICAV monétaires	347	3 860
Actions propres	399	403
Intérêt à recevoir sur obligations	89	
Total	835	4 263

Disponibilités

L'intégralité des actions Marchegay détenues par Richel Serres de France a été cédée le 20 octobre 2011 pour un prix de 21 M€, dont 19 M€ payés comptant et 2 M€ en obligations convertibles (Cf. supra – Immobilisations Financières).

5. Notes sur le passif du bilan

Capitaux propres

Richel Serres de France, qui disposait d'un excès de ressources financières notamment en raison du produit de cession de Marchegay, a jugé opportun en l'absence de perspectives de croissance externe d'offrir à tous ses actionnaires une opportunité de liquidité.

Une Offre Contractuelle de Rachat d'Actions a donc été mise en œuvre, au terme de laquelle 701.588 actions ont été rachetées par la société en vue de leur annulation.

Cette opération, qui s'est achevée le 27 février 2012, s'est traduite par une réduction des capitaux propres d'environ 6 M€ (répartie à hauteur de 0,3 M€ sur le capital social et de 5,7 M€ sur les réserves), la part du capital de Richel Serres de France détenue par le public passant de 19,72% à 6,73%.

Au 31 mars 2012, le capital social de RICHEL SERRES DE FRANCE est donc composé de 4.333.412 d'actions d'une valeur nominale de 0,40 Euros.

La variation des capitaux propres s'analyse ainsi :

<i>en milliers d'euros</i>	
Situation nette consolidée du groupe au 31/03/11	25 497
<i>Réduction des capitaux propres suite à l'offre contractuelle de rachat d'actions (Cf.supra)</i>	-5 960
<i>Résultat 2011-2012 part du groupe</i>	17 528
<i>Dividendes distribués</i>	-1 594
Situation nette consolidée du groupe au 31/03/12	35 471

Résultat net par action: 4,0449 €

Provisions pour risques et charges

Les provisions et autres passifs à long terme s'analysent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2012	31/03/2011
Provisions pour litiges	828	293
Provisions pour garanties	84	871
Provisions autres	353	1 152
Total	1 265	2 316

Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières se décomposent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2012	31/03/2011
Comptes courants		
Échéances à moins d'un an	940	1 216
Échéances de un à cinq ans	2 778	3 839
Échéances à plus de cinq ans	2 904	3 239
Total	6 622	8 294

Autres passifs à court terme

Les autres passifs à court terme comprennent les éléments suivants :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2012	31/03/2011
Impôt différé passif	39	57
Avances et acomptes reçus sur commandes	5 107	4 778
Autres dettes	161	2 061
Produits constatés d'avance	746	524
Écarts de conversion passif	-	-
Total	6 053	7 420

6. Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires se ventile comme suit entre le marché français et l'export :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2012	31/03/2011
France	50 984	76 460
Export	50 877	53 406
Total	101 861	129 866

Le chiffre d'affaires se ventile comme suit par secteur d'activité :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2012	31/03/2011
Serres horticoles et maraîchères	72 580	72 066
Jardineries et Serres botaniques	982	9 772
Autres produits	28 299	48 028
Total	101 861	129 866

Dotations et reprises aux amortissements et provisions

Les dotations aux amortissements et provisions s'analysent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2012	31/03/2011
Amortissements des immobilisations	2 135	2 262
Provisions pour risques et charges	1 012	1 160
Provisions pour actifs circulants	900	394
Reprise de provisions pour risques et charges	-300	-1 504
Reprise de provisions sur actifs circulants	-291	-500
Transfert de charges	-1 956	-693
Total	1 500	1 119

Impôt sur les bénéfices

L'impôt est acquitté intégralement en France. La décomposition entre l'impôt courant et différé est la suivante :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2012	31/03/2011
Impôt sur les bénéfices	1 947	2 220
Impôt différé	139	-61
Total	2 086	2 159

Résultat Exceptionnel

Le résultat exceptionnel au 31 mars 2012 s'explique par la cession de la société Marchegay, qui a généré une plus-value de cession consolidée de 14,7 M€.

7. Engagements hors bilan

Les engagements des sociétés du Groupe en matière de départ à la retraite sont couverts par les fonds versés sur des contrats souscrits auprès de compagnies d'assurance.

Des promesses d'hypothèques ont été émises en garantie d'emprunts d'un montant de 2,8 M€ souscrits pour financer les travaux d'extension de l'atelier et de l'usine d'Eygalières. Le montant du capital restant dû au titre de ces emprunts s'établit à 1.7 M€ au 31 mars 2012.

Des nantissements d'équipements et d'outillages financés par emprunts ont été consentis par Richel Serres de France pour un montant total de 5,1 M€. Le montant du capital restant dû au titre de ces emprunts s'établit à 2.3 M€ au 31 mars 2012.

Une promesse d'affectation hypothécaire sous seing privé a été émise pour garantir deux emprunts souscrits en 2008, d'un montant global de 1,5 M€, et destinés à financer une extension de bureaux sur le site d'Eygalières. Le montant du capital restant dû au titre de ces emprunts s'établit à 1.3 M€ au 31 mars 2012.

Un contrat de prêt de 1.900 K€ a été signé le 25 mars 2011 par la filiale Dimac afin de financer l'acquisition et la rénovation de bâtiments. Ce contrat est assorti à titre de garanties d'un cautionnement de Richel Serres de France, et ce, pour le montant emprunté, augmenté des intérêts, commissions, frais et accessoires. Le montant débloqué au 31 mars 2012 est de 895 K€ et le capital restant dû au titre de cet emprunt s'établit à 865 K€.

Le montant des ventes à termes en USD restant à dénouer au 31 mars 2012 est de 6 276 KUSD soit 4 749 K€.

Une garantie d'actifs et de passifs a été consentie dans le cadre de la cession d'une filiale. Cette garantie (qui expirera le 31 janvier 2015 pour les passifs de nature fiscale et sociale, et le 20 octobre 2013 pour tous les autres domaines) est plafonné à 500 K€, avec une franchise de 100 K€.

8. Notes sur le personnel

D.I.F. (Droit individuel à la formation)

Au 31.03.2012, les droits individuels à la formation cumulés pour l'ensemble des salariés du groupe représentent 17.188 heures.

Masse salariale et Effectifs par catégorie

Le tableau ci-dessous montre l'évolution de la masse salariale et des effectifs par catégorie.

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2012	31/03/2011
Masse salariale	14 631	17 206
Effectif total	217	351
<i>dont cadres</i>	72	102
<i>dont agents de maîtrise</i>	32	79
<i>dont employés et ouvriers</i>	113	170